

Effets de la volatilité du contexte sécuritaire dans les zones de réapprovisionnement sur l'activité commerciale de la ville de Bunia

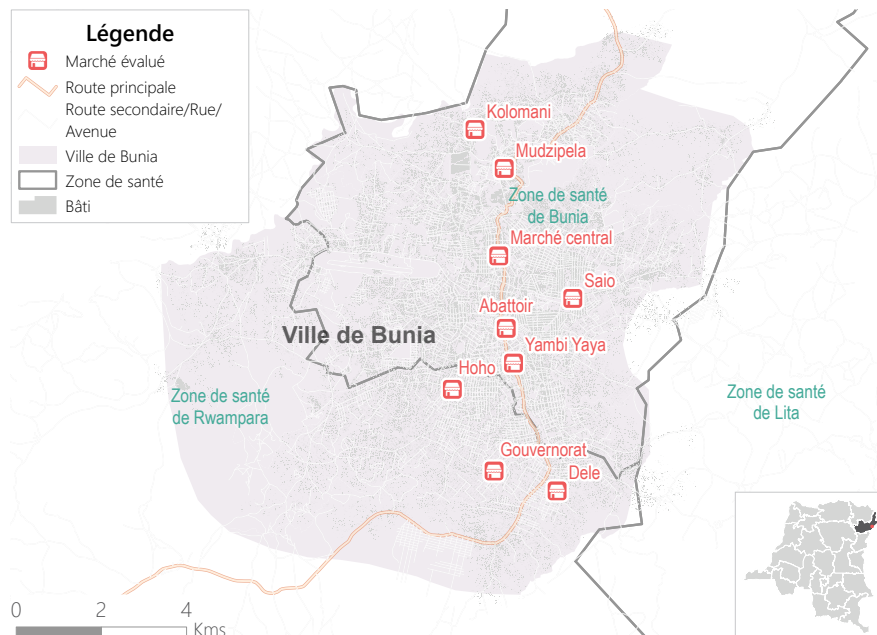
Mars 2026 | République démocratique du Congo

Contexte et justification de l'évaluation

La province de l'Ituri est touchée par différents conflits armés depuis plusieurs années. La situation sécuritaire s'y est notablement dégradée tout au long de l'année 2025, notamment dans les territoires de Djugu, Mambasa et d'Irumu. Pour faire face à cette crise, des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires (TM) qui sont de plus en plus utilisés. En 2025, au moins 670 000 personnes ont été assistées par des TM en Ituri, selon les données rapportées par les partenaires du CWG (assistance en TM à usages multiples) et par le cluster de la sécurité alimentaire (TM sectoriels).

Toutefois, la faisabilité de l'assistance en TM repose sur plusieurs éléments, dont la fonctionnalité des marchés dans les zones d'intervention. La ville de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri, est le centre névralgique du commerce pour la province de l'Ituri. Les marchés de la ville ont connu en 2025 une forte volatilité des coûts du panier de dépenses minimum (MEB), à des niveaux parmi les plus élevés suivis dans le cadre de l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM). Ces fluctuations sont largement liées à des difficultés d'approvisionnement causées par l'insécurité dans les zones de production et sur les axes commerciaux, ainsi que par des contraintes saisonnières. La situation sécuritaire, notamment dans certaines parties des territoires de Djugu et d'Irumu, a affecté les flux de marchandises, y compris via la route vers l'Ouganda, poussant certains commerçants à s'approvisionner à l'étranger à des coûts plus élevés. Les hausses de prix touchent particulièrement les produits de base tels que la farine de maïs, la farine de manioc et les haricots, qui influencent fortement le coût global du MEB. Dans ce contexte, une meilleure compréhension de l'impact de l'insécurité sur les chaînes d'approvisionnement de ces produits apparaissait essentielle.

Carte 1 : Marchés couverts par l'étude



Messages clés

- L'insécurité semble avoir entraîné des **changements de zones d'approvisionnement** notamment pour les acteurs se réapprovisionnant dans certaines **zones du territoire de Djugu et de Komanda (Irumu)**. Un affaiblissement des circuits locaux et une **plus grande dépendance aux importations** ont été relevés.
- Les difficultés de réapprovisionnement ont mené à une **disponibilité des articles limitée** ce qui aurait fait **augmenter les prix** sur les marchés et entraîné une **baisse de la fréquentation des clients et des commerçants**.
- Les acteurs ont globalement appelé à la **sécurisation des routes agricoles et des zones d'approvisionnement** par le gouvernement.
- Les effets multiples de l'insécurité sur la ville doivent inviter les acteurs humanitaires à **penser en termes de réseau** lors de la planification de l'assistance, du fait de la connexion des marchés de la ville avec ceux des territoires environnants.
- Il est nécessaire que les acteurs humanitaires mettent en place un **suivi fréquent des marchés et des chaînes d'approvisionnement** afin d'**anticiper les ruptures de stock, les hausses de prix et les contraintes d'accès** liées à l'insécurité. Une assistance en TM appropriée pourrait atténuer certaines de ces barrières.

Objectifs et méthodologie de recherche

Cette évaluation a été réalisée dans le but de mieux **comprendre les effets de la volatilité du contexte sécuritaire** observée en 2025 **sur la chaîne d'approvisionnement en farines de manioc et de maïs et en haricots des marchés principaux de la ville de Bunia** et sur les marchés eux-mêmes approvisionnés par ces marchés, afin de soutenir les membres du Cash Working Group dans l'élaboration d'une réponse fondée sur des données probantes en cas de changement de contexte dans les zones considérées.

En particulier, ce bulletin d'information apporte des informations pour répondre aux objectifs spécifiques suivants, également décrits dans les [termes de référence](#) et le [plan d'analyse des données](#) :

1. Cartographier la chaîne d'approvisionnement en farines de manioc et de maïs et en haricots des 3 marchés principaux de la ville de Bunia et identifier les marchés approvisionnés par les principaux marchés de la ville.
2. Comprendre comment l'instabilité du contexte sécuritaire a impacté cette chaîne d'approvisionnement ainsi que les marchés identifiés, avec des effets potentiellement différenciés selon les acteurs.
3. Documenter les stratégies d'adaptation auxquelles les différents acteurs ont eu recours pour limiter les effets de l'instabilité du contexte sécuritaire sur leur commerce et leurs habitudes de consommation.
4. Identifier les mesures de régulation des prix existantes ainsi que les mesures qui pourraient atténuer les effets négatifs de l'instabilité du contexte sécuritaire sur l'activité des différents acteurs.

Pour ce faire, la collecte s'est déroulée dans **9 marchés de la ville de Bunia** (Carte 1) du 26 février au 4 mars. Les marchés évalués ont été sélectionnés en se basant sur les connaissances des enquêteurs recrutés localement, et en privilégiant les marchés les plus importants pour l'activité commerciale de la ville. Une méthodologie mixte (quantitative et qualitative) a été utilisée. D'une part, **9 administrateurs de marché, 15 gérants de dépôt, 24 commerçants grossistes ainsi que 25 commerçants détaillants et 26 consommateurs** ont été interrogés lors des **entretiens semi-structurés**. D'autre part, pour la collecte de **données quantitatives**, l'outil de l'ICSM a été administré à **125 commerçants détaillants** répartis dans les différents marchés évalués. Solidarités International, partenaire de l'initiative, a réalisé la collecte au niveau du marché central de Bunia. Ces commerçants détaillants ont été choisis de sorte à obtenir 3 cotations par produit du MEB évalué dans chaque marché, en favorisant les commerçants vendant plusieurs de ces produits. Cette collecte a permis d'obtenir des données clés sur le MEB ainsi que sur **la fonctionnalité** des marchés évalués, mais aussi sur l'origine des produits vendus. Alors que ce dernier point est explicité dans ce rapport, les coûts médians du MEB et la fonctionnalité des marchés évalués ont été présentés dans le [produit d'information](#) du cycle ICSM de février.

Limites de l'évaluation

L'analyse présentée comprend plusieurs limites qui ont été prises en compte lors de l'analyse des résultats :

1. Du fait de la méthodologie choisie, **les résultats de l'évaluation sont indicatifs**, et ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la population concernée.
2. Les commerçants interrogés par les enquêtes quantitatives et qualitatives ne sont pas les mêmes. Ainsi, il n'est **pas possible d'extrapoler les résultats qualitatifs aux commerçants enquêtés lors des enquêtes quantitatives**.
3. Les analyses d'une chaîne d'approvisionnement sont nécessairement partielles. La sécurité et les contraintes logistiques et temporelles ont été des contraintes majeures pour se déplacer en dehors de la ville de Bunia. De ce fait, **les entretiens se sont concentrés dans certains marchés de la ville de Bunia**, entraînant un manque de données sur certains segments de la chaîne d'approvisionnement (autant sur les acteurs (producteurs par exemple) que sur certaines zones géographiques). Ainsi, tous les éléments en dehors des limites définies par l'évaluation ne relèvent pas du champ d'action de cette étude, même si cela concerne les chaînes d'approvisionnement cibles. Toutefois, la triangulation des données des différents acteurs a permis d'obtenir une première réponse aux différentes questions de recherche.
4. La **compréhension** de certaines questions et leur **traduction** en langues locales se sont révélées être **un véritable défi**. De plus, les enquêteurs se sont beaucoup concentrés sur les questions de relance mais ont eu des difficultés à approfondir davantage certaines réponses. Ces deux éléments ont été pris en compte lors des analyses.
5. Les répondants ont eu parfois tendance à rapporter des effets récents ou au contraire plus anciens que 2025, sans toujours préciser la temporalité. Ainsi, **les analyses ne se sont pas restreintes à l'année 2025** mais portent plus largement sur l'effet général de l'insécurité sur l'activité des différents acteurs interrogés.
6. Certains répondants ont **utilisé abusivement le maïs en grains et la farine de maïs** ainsi que **le manioc entier et la farine de manioc** dans leurs réponses, sans vraiment clarifier les différences entre les deux produits. Ainsi, ces produits ont été analysés ensemble.

Impact de l'insécurité dans les zones d'approvisionnement en maïs, manioc (entiers et farines) et haricots sur les activités commerciales de la ville de Bunia

Chaîne d'approvisionnement

Principales zones d'approvisionnement

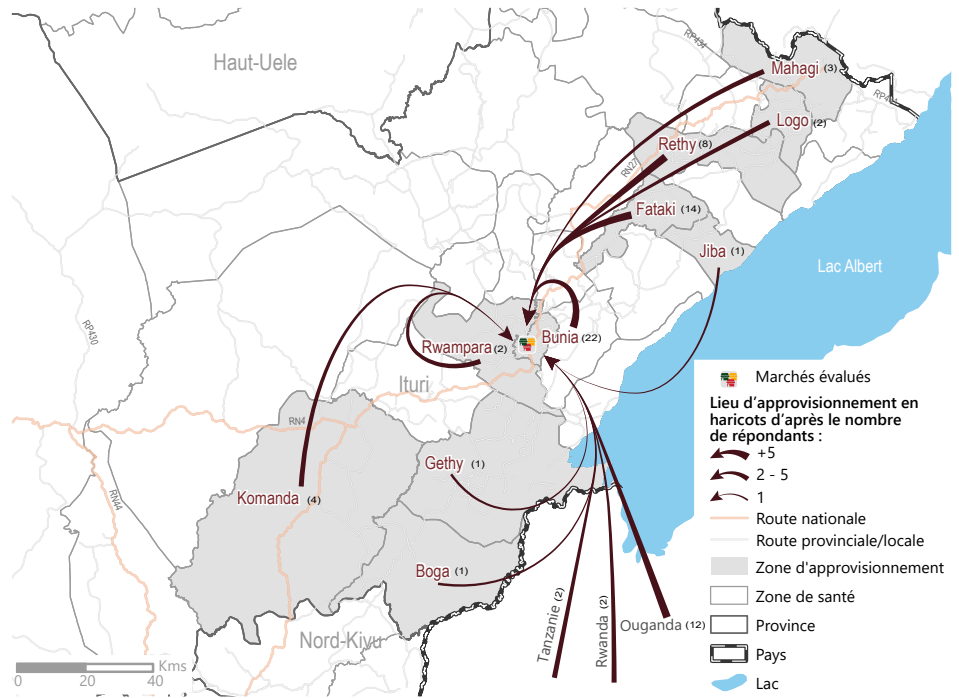
Les zones principales d'approvisionnement en maïs (maïs en grains/farine de maïs), manioc (manioc entier/farine de manioc) et en haricots des marchés évalués de la ville de Bunia sont présentées sur les cartes 2 à 7.

En regardant par produit, les **haricots** proviendraient en grande partie du **territoire de Djugu**, notamment des zones de santé (ZS) de **Fataki et Rethy** alors que certains étaient aussi **importés d'Ouganda** (Cartes 2 et 3).

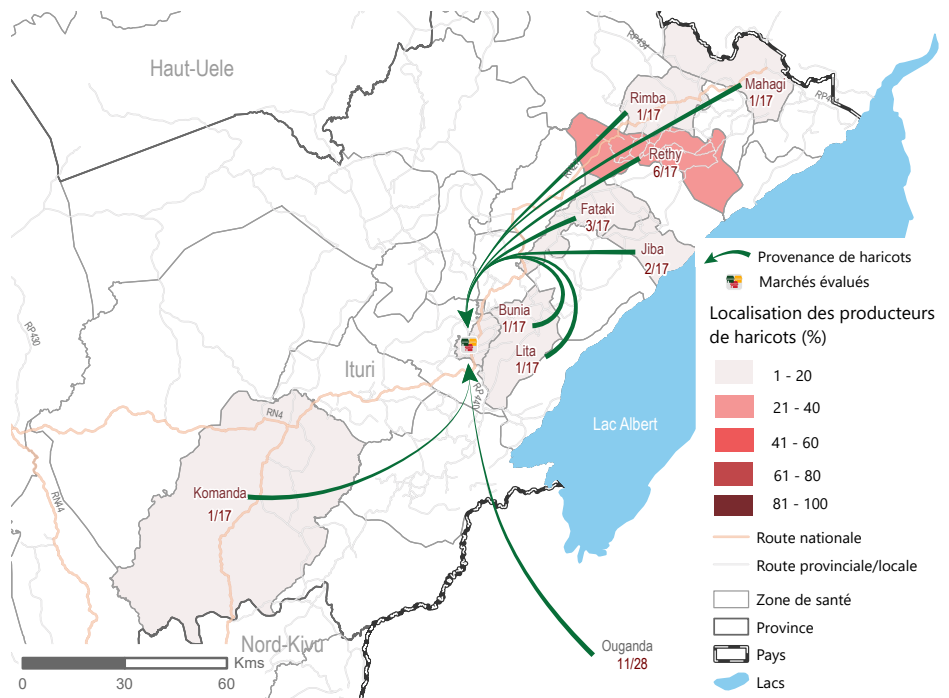
En outre, selon les commerçants interrogés lors des enquêtes quantitatives, le **manioc/farine de manioc** qu'ils vendaient serait produit exclusivement en Ituri, dans le **territoire d'Irumu** notamment dans les **ZS de Gethy et Boga** (Carte 5). Il convient de noter que les zones rapportées pour le manioc (Carte 4) et les haricots par les acteurs interrogés lors de l'enquête qualitative et ceux interrogés lors de l'enquête quantitative étaient similaires pour ces deux produits.

Enfin pour le **maïs/farine de maïs**, les acteurs interrogés lors des analyses qualitatives ont rapporté que les produits venaient des **territoires de Djugu** (notamment de la **ZS de Fataki**) et **d'Irumu** (en particulier de la **ZS de Komanda**) (Carte 6). Selon les commerçants détaillants interrogés lors des enquêtes quantitatives, la farine de maïs qu'ils vendaient était majoritairement **importée d'Ouganda**, ce qui a également été rapporté par les autres acteurs interrogés, bien que dans une moindre mesure (Carte 7).

Les avis étaient partagés concernant le changement de zones d'approvisionnement durant la saison culturale. Pour ceux ayant rapporté des changements, chaque acteur semblait changer de zone selon sa zone d'approvisionnement principale ainsi qu'en fonction d'autres critères,

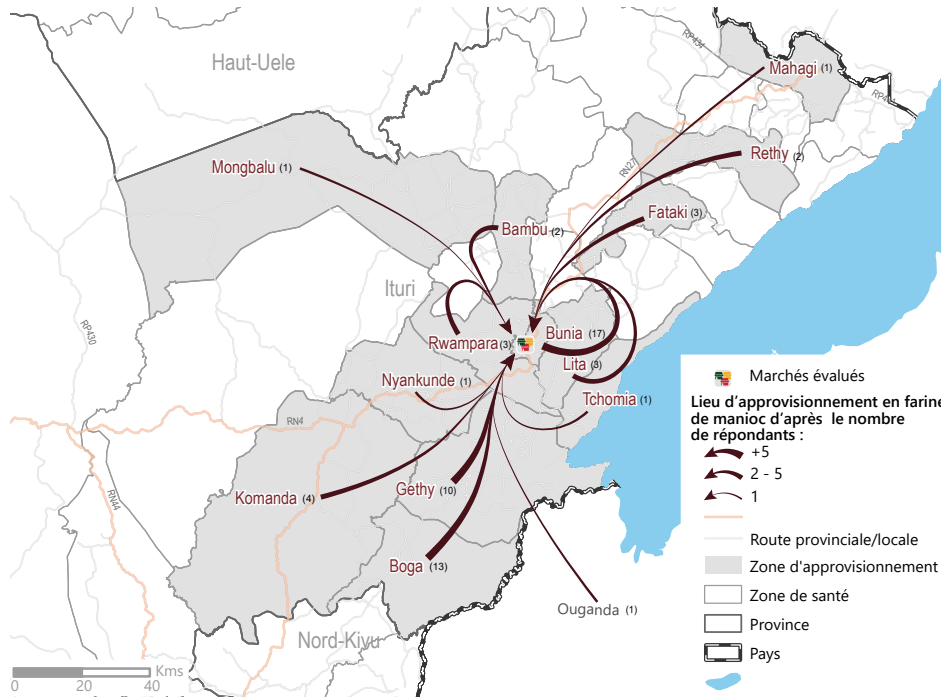


Carte 2¹ : ZS d'origine des haricots vendus dans les marchés évalués à Bunia, selon les acteurs interrogés lors des enquêtes qualitatives



Carte 3 : ZS de production des haricots vendus sur les marchés de Bunia, selon les acteurs interrogés lors des enquêtes quantitatives

1 Un grand effort de localisation des localités citées par les acteurs a été réalisé a posteriori par les enquêteurs afin de déterminer leur ZS. Toutefois, au vu de la proximité de certains noms de localité, certaines confusions ont pu être commises.



Carte 4 : ZS d'origine du manioc entier/farine de manioc vendus dans les marchés évalués à Bunia, selon les acteurs interrogés lors des enquêtes qualitatives

comme probablement selon les fournisseurs qu'ils connaissaient.

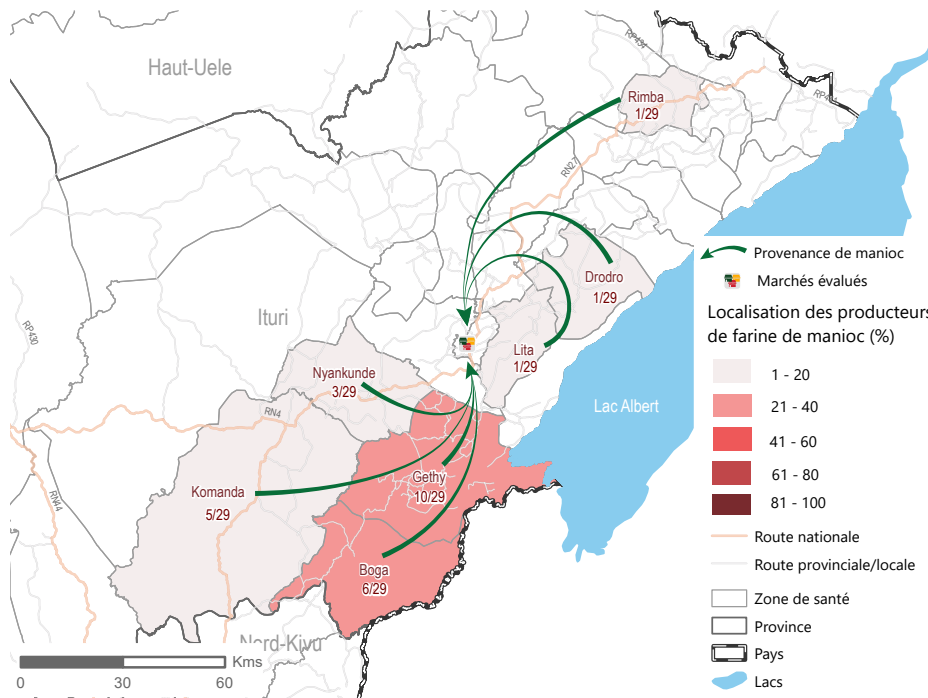
En outre, plusieurs acteurs ont également relevé que **le mauvais état des routes**, avec des difficultés croissantes lors de la saison des pluies, pouvait compliquer l'approvisionnement des marchés de la ville.

Nature des effets de l'insécurité sur l'approvisionnement

Outre la saison culturale, l'insécurité a également eu un effet sur la logique d'approvisionnement des différents acteurs interrogés. Si la quasi-totalité des informateurs clés (IC) a reconnu l'existence de perturbations, leur nature et durabilité semblaient sensiblement varier.

Les administrateurs

apparaissaient parmi les acteurs les plus unanimes quant à l'impact de l'insécurité. L'ensemble des IC interrogés dans cette catégorie a rapporté des effets sur les chaînes d'approvisionnement. En particulier, la quasi-totalité des IC a mentionné des **pillages de produits**. Des incidents graves ont également été signalés, incluant la destruction de marchandises en cours de transport ainsi que des attaques contre les commerçants, allant jusqu'à des homicides, bien que dans une moindre mesure. Par ailleurs, un IC a souligné la taxation illégale exercée par des groupes armés sur certains axes routiers.



Carte 5 : ZS de production de la farine de manioc vendue sur les marchés de Bunia, selon les acteurs interrogés lors des enquêtes quantitatives

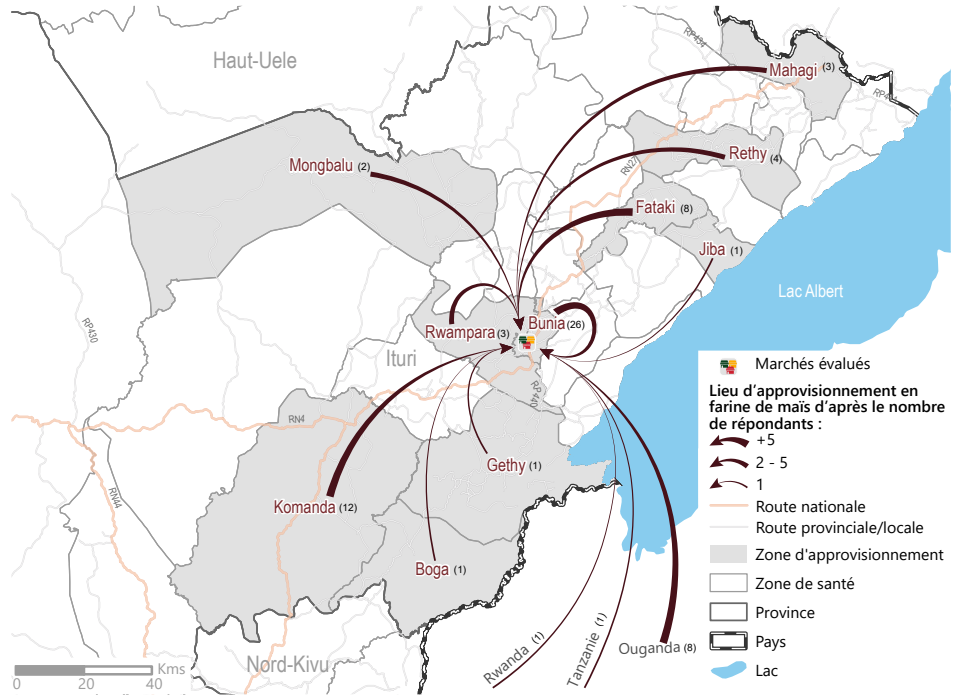
“L'insécurité a eu beaucoup d'impacts sur la chaîne d'approvisionnement parce qu'avant les commerçants pouvaient faire des allers-retours dans les zones d'approvisionnement plusieurs fois dans un mois, mais maintenant ce n'est plus le cas à cause de l'insécurité. On ne part plus à Bule pour les haricots à cause des rebelles ni à Fataki. Les commerçants partent à Komanda et à Irumu mais là-bas, les prix sont différents.” (Un administrateur).

Chez les **gérants de dépôt**, certains ont rapporté des **pillages** et, dans une moindre mesure, des produits brûlés sur les routes. D'autres atteintes aux personnes ont été mises en avant comme des décès de transporteurs et des cas de violences sexuelles. En outre, des **coupures de routes d'approvisionnement** ont été rapportées par certains IC, ainsi que des taxes illégales prélevées par différents acteurs armés ou institutionnels. Au contraire, 4 IC ont déclaré n'avoir rencontré aucun problème sécuritaire.

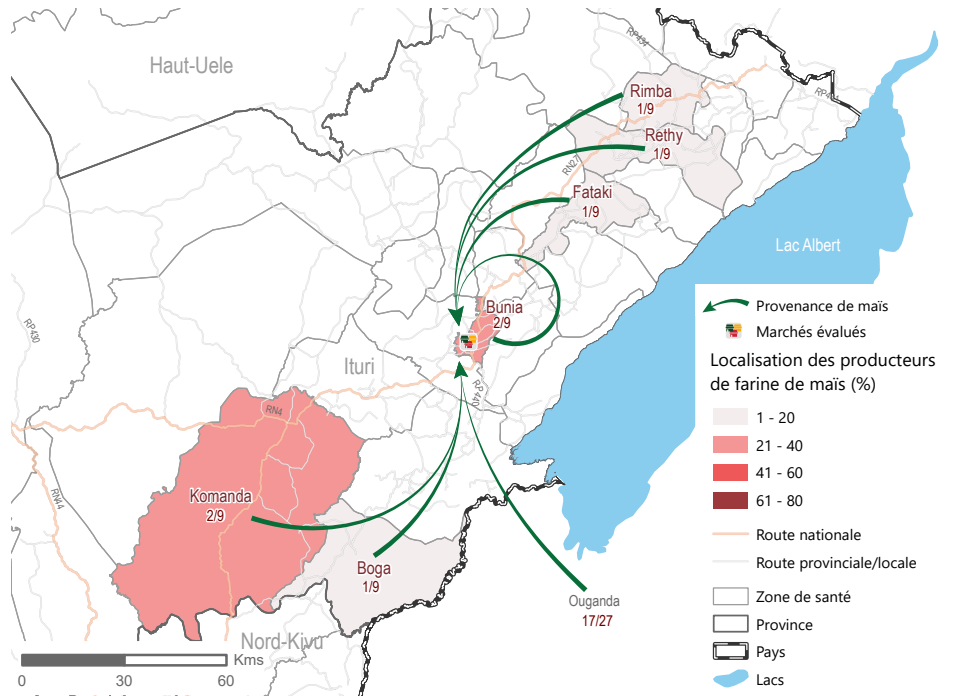
"Quand les rebelles viennent nous déranger mon activité bouge financièrement. Beaucoup de commerçants perdent leur vie et s'ils ont un peu pitié de vous, les coûts supportés sont la demande d'argent et le pillage des produits." (Gérant de dépôt au marché Abattoir).

La quasi-totalité des **commerçants détaillants** a également relevé plusieurs contraintes liées à l'insécurité. En effet, plusieurs détaillants ont rapporté des **coupures de routes** complexifiant le réapprovisionnement et obligeant parfois les commerçants à contourner certains axes. Toutefois, quelques IC ont mentionné des pillages ou des destructions de marchandises ainsi que des taxes prélevées sur les routes par les acteurs armés. Cela peut suggérer que les détaillants subissent davantage les conséquences indirectes de l'insécurité, surtout lorsqu'ils se réapprovisionnent au niveau des grossistes de la ville de Bunia.

"L'insécurité a eu un effet sur la chaîne d'approvisionnement : la crise de produits, manque de stocks dans les dépôts. Les effets n'étaient pas durables mais dans une année cela peut arriver plus de 5 fois. Quand l'insécurité persiste les fournisseurs partent même en Ouganda pour nous amener les haricots." (Détaillant au marché Gouvernorat).



Carte 6 : ZS d'origine des grains de maïs/farine de maïs vendus dans les marchés évalués à Bunia, selon les acteurs interrogés lors des enquêtes qualitatives



Carte 7 : ZS de production de la farine de maïs vendue sur les marchés de Bunia, selon les acteurs interrogés lors des enquêtes quantitatives

1 Note de lecture : 27 répondants ont indiqué le pays où se trouvent les producteurs de la farine de maïs qu'ils vendent. 17 répondants ont cité l'Ouganda et 9 ont cité la RDC. Ainsi, les 9 répondants ayant mentionné la RDC ont précisé la ZS concernée. Par exemple, Komanda a été citée par 2 des 9 répondants.

Du côté **des grossistes**, les effets décrits semblaient fortement **dépendant des zones d'approvisionnement**. En effet, si 2 IC ont indiqué n'avoir rencontré aucun problème sécuritaire alors qu'ils s'approvisionnaient en RDC, 9 IC ont déclaré ne pas avoir fait face à des problèmes sécuritaires car leurs produits ne venaient plus de RDC à cause de l'insécurité mais plutôt de pays voisins tel que l'Ouganda. De plus, parmi les grossistes exposés à des zones touchées par l'insécurité, plusieurs incidents graves ont été rapportés : **meurtres de commerçants, pillages**, marchandises brûlées ou encore blocages de routes. En outre, plusieurs IC ont mentionné que **certains commerçants ont abandonné leurs cultures ou encore ont cessé de s'approvisionner en produits dans les zones touchées par l'insécurité**, parfois même depuis plusieurs années.

“J’ai perdu mon mari lors d’un approvisionnement à Boga puis on a pris 10 sacs de manioc que je devais vendre. Je continue toujours d’y aller parce que je n’ai pas de choix, c’est là que je me suis habituée. Il y a d’autres qui sont totalement découragés d’y aller à cause de l’insécurité.” (Grossiste).

“Il y a beaucoup d’impacts du contexte sécuritaire, parfois en cours de route, les commerçants sont tués, d’autres jours on brûle nos produits, même si nous voyageons c’est seulement par coeur dur.” (Grossiste au marché Saïo).

En ce qui concerne les dynamiques d'approvisionnement, plus de la moitié des détaillants a rapporté avoir **changé de zones d'approvisionnement**, notamment pour les **haricots**. Ces changements se traduisent souvent par un **abandon de certaines zones du territoire de Djugu (notamment Bule et Fataki)** au profit d'autres zones plus sécurisées, comme Bunia, **certaines localités d'Irumu ou des marchés en Ouganda**.

Moins de la moitié des administrateurs ont également rapporté des changements de zones d'approvisionnement liés à l'insécurité, tandis que 4 IC estimaient que ces zones n'avaient pas changé. Lorsque précisé, les changements semblaient concerner principalement les haricots, avec des déplacements de certaines zones du territoire de Djugu (Bule, Fataki, etc) vers d'autres zones du territoire, ou encore vers le territoire d'Irumu ou l'Ouganda.

Parmi les gérants de dépôt interrogés, 7 IC ont déclaré ne pas avoir modifié leurs zones d'approvisionnement, tandis que certains ont précisé s'y rendre moins fréquemment ou attendre une amélioration de la situation sécuritaire. Par ailleurs, 3 IC ont rapporté des changements effectifs, parfois limités à certains produits, notamment les haricots et le maïs, avec un recours accru à des sources d'approvisionnement en Ouganda.

Enfin, si 3 grossistes ont déclaré ne pas avoir changé de zones d'approvisionnement dont un précisant avoir changé de route, 4 IC ont rapporté avoir changé de zone d'approvisionnement. Certains IC ont précisé que pour le manioc les zones avaient changé au sein du territoire

d'Irumu, alors que pour le maïs et les haricots les zones avaient changé de certaines localités de Djugu vers l'Ouganda et/ou la Tanzanie, ou encore Bunia.

“Je souffre beaucoup car avant le pays était bon, je pouvais aller acheter les haricots à Djugu, Kpandroma, Fataki, Linga, Libi, ... et Bule mais depuis que l’insécurité a commencé rien ne marche. Ça nous fait très mal au coeur et nourrir nos populations avec des nourritures qui ne proviennent pas de notre sous-sol ça me déçoit. Ça fait plus de 9 ans que je ne m’approvisionne plus dans le pays.” (Grossiste au marché central).

Durabilité des effets

Concernant la temporalité des effets, la quasi-totalité des administrateurs et des détaillants ainsi que la moitié des gérants de dépôt s'étant exprimés sur la question considéraient que **les impacts de l'insécurité étaient ponctuels**. Toutefois, **la majorité des grossistes** s'étant exprimés sur ce point, ou encore certains gérants de dépôt, détaillants et un administrateur ont souligné le caractère **durable** des différents effets décrits.

“Les commerçants ne partent pas là où ils s’approvisionnaient il y a cela 5 ou 10 ans. Avant on achetait les maïs et les haricots à Djugu, Kpandroma dans notre pays mais maintenant je ne peux plus aller m’approvisionner à Kpandroma car les produits ne suffiront pas pour mes clients. En plus l’insécurité ne se termine pas.” (Grossiste au marché central).

Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence une reconfiguration progressive des chaînes d'approvisionnement. Certains acteurs ont souligné qu'ils avaient été contraints de recourir à des stratégies réactives, caractérisées par une diversification opportuniste des sources d'approvisionnement et un contournement des zones à risque voir à une externalisation des sources d'approvisionnement vers des marchés internationaux.

En somme, l'insécurité aurait contribué à perturber les flux commerciaux. Cette évolution se traduit par un **affaiblissement des circuits locaux**, notamment dans **certaines zones de Djugu**, au profit de circuits transfrontaliers, **renforçant ainsi la dépendance aux importations** et accentuant les vulnérabilités des acteurs les plus exposés.

Prix, disponibilité des articles et fréquentation des marchés

Outre l'impact sur la chaîne d'approvisionnement, les phases d'insécurité dans les territoires en dehors de la ville de Bunia auraient eu un effet sur le fonctionnement des marchés. En effet, la grande majorité des acteurs interrogés a mentionné des effets divers de l'insécurité sur la fixation des prix, la disponibilité des produits ou encore la fréquentation des marchés. L'ensemble de ces éléments aurait provoqué une **chute du capital** ainsi que **certaines effets psychologiques** parfois rapportés.

“J’ai peur d’aller mourir. Les effets sont : pillages, tueries, violence de mes agents et cela joue un rôle crucial sur mes biens du dépôt.” (Gérant d’un dépôt au marché Abattoir)

Toutefois, plusieurs gérants de dépôt et grossistes ont rapporté n’avoir fait face à aucun problème de sécurité, souvent car **leurs produits ne venaient plus de la RDC** à cause de l’insécurité, mais de pays voisins comme l’Ouganda.

“Les produits sont disponibles sur le marché car cette province dépend de l’Ouganda. Depuis qu’il y avait des troubles ethniques, il n’y a aucune production qui provient de notre sol moins encore dans notre pays.” (Grossiste au marché Yambi-Yaya).

De plus, la majorité des consommateurs interrogés a eu tendance à mentionner que les prix et la disponibilité variaient plutôt selon la saison culturelle, sans pour autant aborder la question de l’insécurité, qui ne semblait pas pour eux un élément faisant fluctuer les prix, excepté pour un consommateur du marché Hoho.

“L’instabilité du contexte sécuritaire a influencé surtout lors que les gens ne pouvaient plus aller dans des champs pour cultiver le manioc. Cela hausse le prix sur le marché.” (Consommateur au marché Hoho).

Effets sur les prix

La quasi-totalité des acteurs interrogés a déclaré que dans les périodes d’insécurité, **les prix avaient tendance à augmenter** (8/9 administrateurs, 12/15 gérants de dépôt, 25/25 détaillants et 10/24 grossistes).

“Cela joue beaucoup sur les produits parce que s’il y a insécurité au lieu d’approvisionnement les commerçants ne trouvent pas les produits et augmentent les prix de ces produits.” (Un administrateur).

Ces hausses de prix seraient concomitantes à des **problèmes de disponibilité des articles** ainsi qu’à des **hausse de coûts** pour les commerçants et gérants de dépôt. En effet, plus de la moitié des gérants de dépôt a rapporté d’importantes **taxes à payer sur les routes**, menant à des hausses de prix affichés sur les marchés. De plus, bien que certains gérants de dépôt aient mentionné que les coûts n’avaient pas varié, plusieurs gérants de dépôt ont rapporté une hausse des coûts en cas d’insécurité. Un gérant de dépôt a précisé qu’il augmentait les mesures pour protéger ses produits, ce qui engendrait des coûts, alors qu’un autre a mentionné avoir des coûts qui ont augmenté du fait de son changement de fournisseur. Certains détaillants ont également rapporté une augmentation des coûts pour acheminer les produits. Enfin, un gérant de dépôt a déclaré que les prix d’achat augmentaient car les fournisseurs produisaient moins dans les périodes d’insécurité.

“Suite à cette insécurité, je hausse automatiquement les prix chez mes clients parce que les rebelles érigent des barrières qui nous

font payer beaucoup de taxes (et le manioc devient rare je n’ai plus de stock).” (Détaillant au marché Gouvernorat).

Il convient de noter que peu de mécanismes de régulation des prix semblaient exister dans les marchés évalués, ne permettant pas vraiment aux commerçants de faire face aux déstabilisations liées à l’insécurité. En effet, la quasi-totalité des acteurs interrogés a rapporté **l’inexistence de mécanismes de régulation officiels et non officiels**. Toutefois, quelques gérants de dépôt répartis dans les marchés Saïo, central et Yambi-Yaya et les administrateurs des marchés Hoho, central et Yambi-Yaya ont rapporté que **le service de l’économie** aidait à la régulation des prix, soutenu par la fédération des entreprises du Congo (FEC) au niveau du marché central, selon l’administrateur du marché. Toutefois, cette régulation ne serait pas toujours efficace selon un gérant de dépôt interrogé. En outre, un commerçant détaillant du marché Abattoir a rapporté que le bureau du marché régulait les prix pratiqués. Par ailleurs, **certaines ententes entre commerçants ou encore gérants de dépôt** entre eux semblaient exister dans certains marchés. En effet, plusieurs acteurs ont rapporté l’existence de tels mécanismes au niveau des marchés central, Saïo et Abattoir, alors que certains détaillants l’ont également rapporté au niveau des marchés Hoho, Gouvernorat et Mudzipela, et certains gérants de dépôt au niveau du marché Yambi-Yaya.

“Entre transporteurs (gérants de dépôts) il existe une association nommée AVRPA mais qui n’arrive pas vraiment à fixer les tarifs des articles tels que les haricots puisque chaque transporteur a son lieu d’approvisionnement et son prix d’achat.”

(Gérant de dépôt au marché central).

Enfin, un gérant de dépôt a relevé que les mécanismes existant avaient été impactés par l’insécurité.

“Ces mécanismes ont été impactés parce qu’avec l’insécurité nous n’avons pas eu de choix que de mettre nos prix à cause des risques.” (Gérant de dépôt au niveau du marché Saïo).

Effets sur la disponibilité des articles

La hausse des prix constatée lors des périodes d’insécurité par les différents acteurs était souvent due à **un manque de produits disponibles dans les zones d’approvisionnement et/ou à la difficulté de les acheminer** vers la ville. En effet, le manque de produits était là encore cité par une grande partie des acteurs interrogés. Il convient toutefois de noter que, malgré un consensus au sein des commerçants, certains administrateurs notamment aux marchés Yambi-Yaya, Kolomani et Abattoir ont mentionné que la disponibilité des produits était restée bonne malgré l’insécurité.

“S’il y a la guerre à l’intérieur de la province (exemple : Djugu, Boga, Aveba, etc) les produits deviennent rares et trop chers sur le marché.” (Grossiste du marché Gouvernorat).

En particulier, la plupart des commerçants détaillants a signalé avoir **manqué de stock** et fait face à des **difficultés pour s'approvisionner** en quantité suffisante de produits, également appuyés par certains grossistes interrogés.

Outre la disponibilité des articles, un détaillant interrogé a mentionné qu'il était également complexe d'obtenir des produits disponibles et de bonne qualité. En effet, le recours à des **produits importés souvent de moins bonne qualité** expliquait que les clients achetaient moins de ces produits. De plus, un autre détaillant a déclaré que les clients se tournaient vers des produits de substitution quand les prix augmentent.

"Les clients et les commerçants ne se familiarisent plus beaucoup car la qualité des produits en provenance de l'Ouganda n'intéresse plus les clients." (Commerçant détaillant au marché central)

Un détaillant et un grossiste ont même rapporté avoir dû fermer leur commerce par manque de produits à vendre.

Effets sur la fréquentation du marché

Face aux hausses de prix, **la fréquentation des clients aurait eu tendance à baisser** selon la moitié des gérants de dépôts, la quasi-totalité des détaillants et quelques grossistes ainsi que les administrateurs des marchés Hoho, Gouvernorat et Dele. Selon certains grossistes, le manque de fréquentation serait également dû à l'insécurité sur les routes menant aux marchés de la ville pour les commerçants détaillants provenant des territoires.

Toutefois, les autres administrateurs ainsi que certains gérants de dépôt, grossistes et détaillant ont souligné que la fréquentation n'avait pas changé. En outre, certains gérants de dépôt du marché Abattoir ont au contraire déclaré que la fréquentation avait augmenté, l'un expliquant que les produits étaient quand même disponibles, l'autre mentionnant la nécessité pour la population de faire des stocks en cas d'insécurité.

De plus, si la fréquentation des clients sur les marchés aurait diminué, **la baisse du nombre de commerçants vendant sur le marché** a notamment été rapportée par l'administrateur du marché Gouvernorat ainsi que par quelques détaillants et grossistes (4). Ces acteurs ont notamment rapporté que le nombre de commerçants avait baissé sur le marché, souvent du fait de pertes en capital ne leur permettant pas de poursuivre leur activité.

"Les commerçants détaillants ont diminué à cause du prix qui a un peu haussé mais aussi de la crise monétaire (pertes en capital)." (Commerçant grossiste au marché Dele)

Enfin, la quasi-totalité consommateurs a mentionné qu'il n'y avait eu **aucun problème d'accès physique au marché**. Toutefois, certains consommateurs ont mentionné que leur accès avait été durablement réduit du fait de jeunes qui rendaient les quartiers non sécurisés à Saïo et Kolomani. Enfin, un consommateur a mentionné que l'insécurité avait

ponctuellement affecté leur accès au marché Abattoir.

"Surtout dans ce quartier, il y a trop d'insécurité provoquée par les jeunes qui nous pousse des fois à ne pas venir ici au marché." (Consommateur au marché Saïo)

Effets sur la connexion entre les marchés

Les marchés de Bunia sont pour la plupart connectés entre eux, voire avec d'autres marchés dans les territoires (cf Carte 8).

Le fonctionnement en réseau de ces marchés a pu être affecté par la situation sécuritaire. Selon les administrateurs de marché interrogés, **l'insécurité n'aurait pas vraiment eu d'impact**, excepté le fait que l'insécurité pouvait entraîner une variabilité dans la disponibilité des produits. En outre, si certains grossistes n'ont pas rapporté de problèmes sécuritaires (8 IC), quelques grossistes n'ont rapporté aucun effet de la volatilité du contexte sécuritaire sur la connexion entre les marchés. Toutefois, quelques commerçants (à Hoho, Saïo, Kolomani et Abattoir) ont mentionné que les commerçants détaillants pouvaient difficilement se rendre sur le marché en cas d'insécurité. Enfin, un commerçant du marché Abattoir a précisé que les commerçants de certaines ethnies pouvaient avoir du mal à circuler du fait du caractère ethnique des conflits dans la province.

"Je dirai que la guerre qui se passe ici est ethnique et le conflit dépend d'une tribu à l'autre. Si tu n'es pas de cette tribu là, tu pourras voyager sans problème." (Grossiste au marché Abattoir)

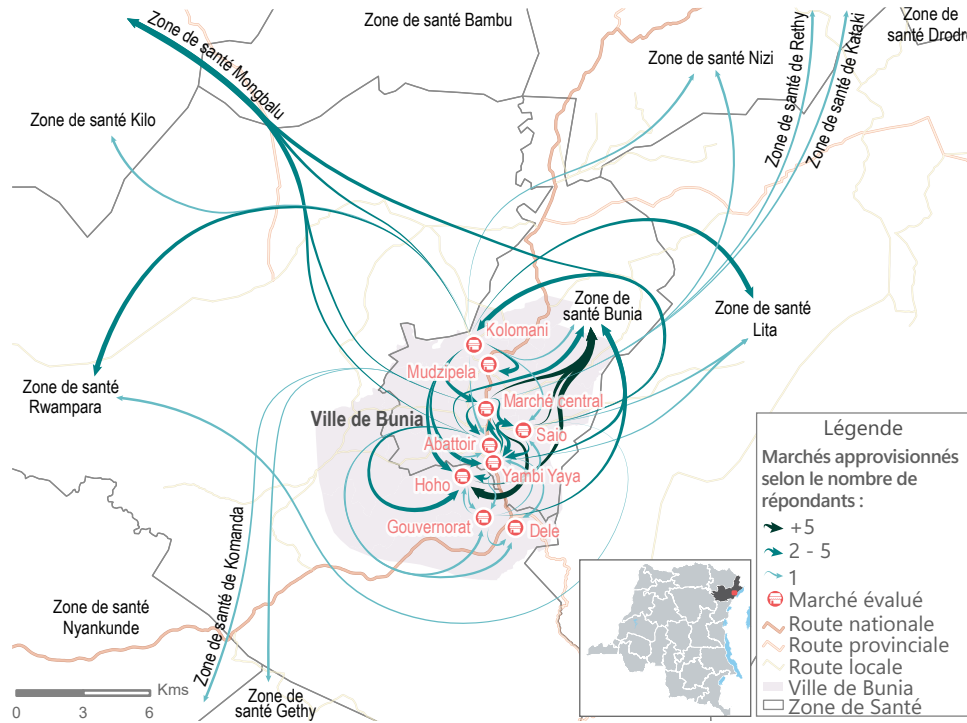
Enfin, selon la **grande majorité des détaillants** ayant répondu à la question et rapporté que leur marché était connecté à d'autres marchés, **les commerçants d'autres marchés ne venaient plus se réapprovisionner** dans ce marché en cas d'insécurité, souvent par manque de produits disponibles ou de prix trop élevés. C'était en particulier le cas au marché Yambi-Yaya, alors qu'un tel phénomène était également rapporté aux marchés Gouvernorat, Saïo et Kolomani. Par ailleurs, au marché central, un détaillant a mentionné que **les quantités échangées entre les marchés étaient moins importantes** du fait du manque de produits disponibles alors qu'un autre commerçant a précisé que moins de commerçants d'autres marchés venaient se réapprovisionner dans ce marché en période d'insécurité.

"Plusieurs marchés qui s'approvisionnaient chez nous ne viennent plus comme avant vu le manque d'articles demandés." (Détaillant au marché central)

Au contraire, deux détaillants (aux marchés Gouvernorat et Abattoir) ont rapporté que certains commerçants venaient s'approvisionner dans ce marché si les fournisseurs d'autres marchés étaient touchés par l'insécurité.

"Les marchés collaborent ensemble. Si l'insécurité menace les fournisseurs d'un marché, facilement ils viennent s'approvisionner chez nous." (Détaillant au marché Abattoir)

Carte 8 : Localisation des marchés réapprovisionnés par les marchés évalués dans la ville de Bunia



Accès à l'argent liquide et moyens de paiement

Effets sur l'accès à l'argent liquide

Si les institutions financières n'ont pas été touchées par l'insécurité, la quasi-totalité des commerçants détaillants ainsi qu'une partie des grossistes et la moitié des gérants de dépôt interrogés ont rapporté qu'il leur était **difficile d'obtenir de l'argent liquide**, notamment du fait **des chutes des ventes et/ou du manque de stock**.

Au contraire, certains gérants de dépôt et grossistes n'ont rapporté aucun effet négatif de l'insécurité sur leur accès à l'argent liquide, alors que 6 grossistes mentionnaient qu'ils n'avaient pas fait face à des effets négatifs car leurs produits venaient d'Ouganda. Du côté des consommateurs, la quasi-totalité des IC interrogés n'a pas rapporté d'effet, mettant souvent en avant que l'insécurité ne touchait pas les marchés de Bunia.

"L'instabilité du contexte sécuritaire n'a pas influencé mon accès à l'argent liquide car, malgré ces insécurités, nous qui vivons en ville nous avons toujours l'accès à toutes les monnaies sans difficulté, sauf ceux qui sont dans des zones insécures qui en sont plus victimes." (Consommateur au marché Abattoir).

Effets sur l'utilisation et acceptation du mobile money (MM)

La moitié des gérants de dépôt se sont exprimés sur la question du MM et ont présenté des avis partagés. En effet, plusieurs gérants de dépôt ont déclaré refuser le MM dans les périodes d'insécurité alors que le même nombre a déclaré l'accepter malgré tout. Concernant les fournisseurs, ces gérants de dépôt ont mentionné que les fournisseurs

acceptaient quand même le MM en période d'insécurité contre un IC ayant un avis contraire. Enfin, un gérant de dépôt a déclaré que les échanges avec ses clients se faisaient par MM lorsqu'il y avait de l'insécurité.

Alors que **les avis divergeaient parmi les gérants de dépôt**, tous les **détaillants** ayant abordé le sujet du MM ont rapporté **utiliser le MM plutôt que le cash pour payer leurs fournisseurs du fait de l'insécurité**. Ces IC se trouvaient notamment dans les marchés Hoho, central, Yambi-Yaya, Gouvernorat et Kolomani. Il convient de noter qu'aucun grossiste n'a abordé le sujet du MM.

"C'est du cash, si tu n'as pas de cash tu n'auras pas non plus de marchandises. Nous envoyons parfois à nos fournisseurs l'argent en MM. C'est un nouveau mécanisme à cause de l'insécurité pour éviter les pillages et le ravisement par les rebelles."

(Détaillant au marché Kolomani).

Il convient de noter que plusieurs consommateurs ont déclaré que leur accès et utilisation du MM n'avaient pas changé du fait de l'insécurité.

Effets sur l'utilisation et acceptation du crédit

Enfin, en ce qui concerne le crédit, quelques gérants de dépôt ont également abordé la question du crédit. En effet, une partie des gérants de dépôt ont déclaré refuser le crédit en période d'insécurité, alors qu'un IC a rapporté octroyer des crédits restreints aux clients fidèles avec un délai de remboursement réduit du fait de l'insécurité ainsi que selon la saison culturelle. Enfin, un gérant de dépôt a déclaré que ses fournisseurs acceptaient quand même le paiement à crédit même en période d'insécurité.

“Les moyens ont pu varier parce que je donnais les crédits (peu) mais maintenant (depuis l’insécurité) je donne aux autres clients fidèles qui payent après une semaine.” (Détaillant au marché Gouvernorat).

Enfin, plusieurs détaillants ont rapporté que **les fournisseurs acceptaient le crédit avant mais ne l’acceptent plus** en période d’insécurité, alors qu’un grossiste a souligné que les fournisseurs avaient peur d’accepter des crédits. Au contraire, un détaillant et deux grossistes ont mentionné que les échanges avec leurs fournisseurs se faisaient à crédit malgré l’insécurité. Par ailleurs, une petite partie des détaillants et grossistes interrogés a rapporté accepter le paiement à crédit et un détaillant a mentionné ne plus l’accepter en période d’insécurité.

“Auparavant les fournisseurs nous donnaient des crédits mais à cause de l’insécurité tout est devenu difficile.” (Détaillant du marché Gouvernorat).

Il convient de noter que certains consommateurs ont déclaré que leur accès et utilisation du crédit n’avaient pas changé du fait de l’insécurité.

“Cela n’a pas aussi eu d’effets sur mon accès au crédit car toutes les institutions financières ou bancaires sont sur place et tout fonctionne dans l’accalmie totale.” (Consommateur au marché Abattoir).

Durabilité des effets

Tous les gérants de dépôt s’étant exprimés sur la durabilité des effets rapportés ont considéré que ces effets étaient durables.

Au contraire, pour les détaillants et grossistes, ces effets semblaient ponctuels et limités aux périodes d’insécurité, bien que plusieurs IC aient mentionné que ces effets étaient durables.

Stratégies d’adaptation

Face aux différents défis liés à l’insécurité dans les zones de production, plusieurs stratégies ont été mises en place par les acteurs afin de les contrecarrer.

Premièrement, pour continuer à se réapprovisionner, la majorité des administrateurs et plusieurs gérants de dépôt ont rapporté **attendre les convois de soldats** organisés par la mairie pour se rendre dans les zones d’approvisionnement.

“Les autorités et les commerçants ont décidé de travailler ensemble pour permettre aux commerçants d’aller dans les zones d’approvisionnement afin qu’ils puissent avoir les produits en étant accompagnés d’un convoi militaire.” (Un administrateur).

En outre, certains administrateurs ont également mentionné que les commerçants s’organisaient pour **des tours de réapprovisionnement alternés**, ce qui n’a pas vraiment été rapporté par les autres acteurs interrogés. La **réduction de la fréquence** de réapprovisionnement et la mise en pause des trajets dans les territoires durant les périodes d’insécurité étaient également citées par certains administrateurs, détaillants et grossistes. Un grossiste a également mentionné attendre que d’autres commerçants s’approvisionnent en marchandises depuis les territoires, et a précisé qu’il s’approvisionnait localement (en ville) en attendant.

Enfin, plusieurs acteurs ont mentionné que **les lieux d’approvisionnement avaient changé**, en lien avec l’analyse précédente sur la chaîne d’approvisionnement. Il convient également de noter que quelques détaillants ont déclaré avoir **diversifié leurs fournisseurs** pour ne pas manquer de produits alors que d’autres détaillants ont déclaré **se reposer sur les fournisseurs qu’ils connaissent depuis longtemps** et qui seraient ainsi enclins à les prioriser en cas de stock limité.

“Pour ne pas mettre un terme à mon business, je m’approvisionne dans d’autres dépôts du même marché bien que le profit est minime pourvu que je satisfasse ma clientèle.” (Gérant de dépôt au marché Abattoir).

Par ailleurs, certains commerçants grossistes également producteurs ont été obligés **d’arrêter leur activité de cultivateurs** dans les zones à risque.

“En parlant de Bunia, je m’efforce seulement de trouver un peu d’argent pour la survie car il n’y a pas de guerre ici. A Bule, mon champ est vide et ici ce petit commerce ne m’aide pas du tout.” (Grossiste au marché Saïo).

Outre jouer sur le niveau des prix pour limiter leur pertes en capital, un détaillant a mentionné avoir diversifié ses activités commerciales en élargissant les catégories d’articles qu’il vendait. Deux autres commerçants ont également déclaré augmenter leur stock de produits lorsque l’insécurité se faisait sentir pour ne jamais manquer de produits.

Concernant la sécurité des marchés dans la ville de Bunia, les administrateurs des marchés central et Yambi-Yaya ont mentionné que **des policiers assuraient la sécurité sur le marché** qu’ils gèrent. En complément, un détaillant a également mentionné que les heures d’ouverture du marché central étaient maintenant limitées pour lutter contre l’insécurité au niveau du marché. Par ailleurs, l’administrateur du marché Yambi-Yaya a également rapporté que des audiences se tenaient chaque samedi pour entendre les diverses plaintes des commerçants.

Enfin, **les consommateurs ont eu tendance à ne pas vraiment percevoir les effets de l’insécurité** dans les territoires sur les marchés de la ville, ce qui explique que peu de stratégies d’adaptation ont été mises en avant par cet acteur. Toutefois, certains IC ont mentionné **acheter des produits de qualité inférieure** pour faire face aux hausses de prix. En outre, en cas d’indisponibilité des produits, un consommateur a rapporté changer de marché, alors qu’un

autre consommateur a précisé économiser de l'argent en cas de prémisses de l'insécurité. Enfin, un consommateur a rapporté avoir changé ses heures de fréquentation du marché du fait de la présence d'enfant des rues et un dernier consommateur a mentionné ne pas se rendre au marché en cas d'insécurité.

“Quelques fois il m'arrive de changer la qualité des produits que j'achète surtout quand il y a hausse des prix je change la farine de manioc pour acheter la semoule.” (Consommateur au marché Yambi-Yaya)

Yaya)

Mesures correctives et acteurs devant les conduire

La quasi-totalité des acteurs ont proposé des mesures correctives pouvant être portées par une multiplicité d'acteurs pour réduire les effets de l'insécurité sur leur activité et plus largement sur leur vie.

Mesures correctives

Parmi les mesures citées, la première concernait **l'amélioration de la sécurité dans les zones de production agricole et sur les routes** y conduisant en éradiquant/désarmant les groupes armés. Certains grossistes ont souligné que cette mesure pourrait permettre d'éviter les importations de certains produits.

“Pour finir l'insécurité, il faut demander aux rebelles de remettre les armes aux autorités de l'État. Construire de bonnes routes pour que nos produits entrent dans la ville sans problèmes.” (Gérant de dépôt au marché Abattoir).

En outre, **la sensibilisation des membres des groupes armés** était également mentionnée par certains administrateurs de marché, grossistes et consommateurs. En particulier, un administrateur a mentionné qu'il était **nécessaire d'encadrer et de réinsérer dans la société les membres des groupes qui rendaient les armes**, notamment à travers le programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS).

Selon certains détaillants et consommateurs, **le besoin de sécurité touchait également la ville de Bunia et les marchés**. En effet, un consommateur a notamment mentionné qu'il était nécessaire de limiter les heures du marché pour éviter les tracasseries des enfants des rues alors que quelques commerçants détaillants interrogés ont appelé à la création d'une structure pour assurer la sécurité des commerçants ou encore garantir l'ordre et assurer une régulation efficace des marchés. De plus, une petite partie des gérants de dépôt ont demandé la sécurisation et/ou le suivi des dépôts l'un par le gouvernement, l'autre par les militaires et policiers. La sécurisation des dépôts au sein même des ménages était également mentionnée par un des consommateurs interrogés.

Par ailleurs, face aux défis liés à l'augmentation des prix souvent engendrée par des produits moins disponibles du fait de l'insécurité, plusieurs commerçants détaillants ont déclaré qu'il était **nécessaire de réguler les prix au niveau du marché**, appelant souvent à un appui de l'administrateur de leur marché. Cette demande était également appuyée par un des consommateurs interrogés.

En outre, d'autres mesures entravant les activités commerciales mais non liées à l'insécurité ont été relevées. La principale concernait **la réhabilitation des routes**, souvent en mauvais état dans la province, perturbant ainsi le réapprovisionnement en produits venant des territoires.

“Nous voulons que les routes agricoles soient arrangées pour permettre aux fournisseurs de nous amener les marchandises à temps et dans la période de récolte des produits. Que le gouvernement prenne la responsabilité du rétablissement de la paix dans des villages agricoles.” (Détaillant au marché Kolomani).

Enfin, **les taxes prélevées** par l'État le long des routes et/ou des marchés ou encore par l'armée étaient jugées comme trop importantes par certains acteurs. De plus, un gérant de dépôt a également relevé le problème des taxes prélevées par le bureau du marché.

Acteurs principaux

Les acteurs mentionnés étaient principalement le **gouvernement**. Certains acteurs ont précisé qu'une intervention du ministère de la défense, de l'armée et de la police était nécessaire. En outre, le département des droits de l'Homme, le service de l'économie ainsi que le FEC ont été mentionnés, bien que dans une moindre mesure.

“Nous demandons à notre gouvernement de nous aider à maintenir la paix et la sécurité dans le pays pour que nous vendions aussi des produits qui sortent de notre sol car les fournisseurs de Djugu et à l'intérieur ne produisent pas beaucoup.” (Grossiste au marché Dele).

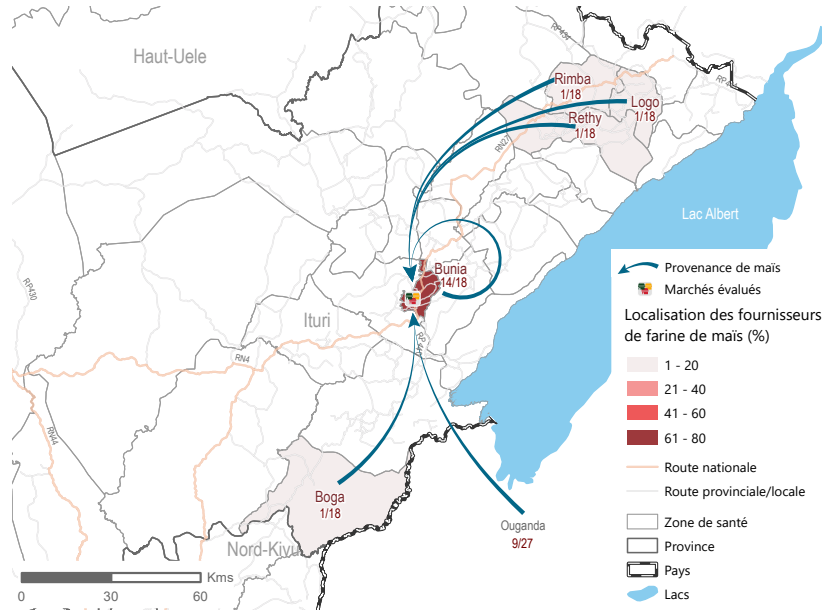
Les autorités au sens large ou encore **les autorités locales** étaient les seconds acteurs mentionnés.

En outre, au niveau des marchés, **les administrateurs de marché, les commerçants et fournisseurs** (rapporté par certains consommateurs) étaient des acteurs cités comme clés. Par ailleurs, quelques détaillants ont également souligné que **les différentes associations sur les marchés et agents percepteurs des taxes** avaient un rôle à jouer au niveau des marchés de la ville de Bunia.

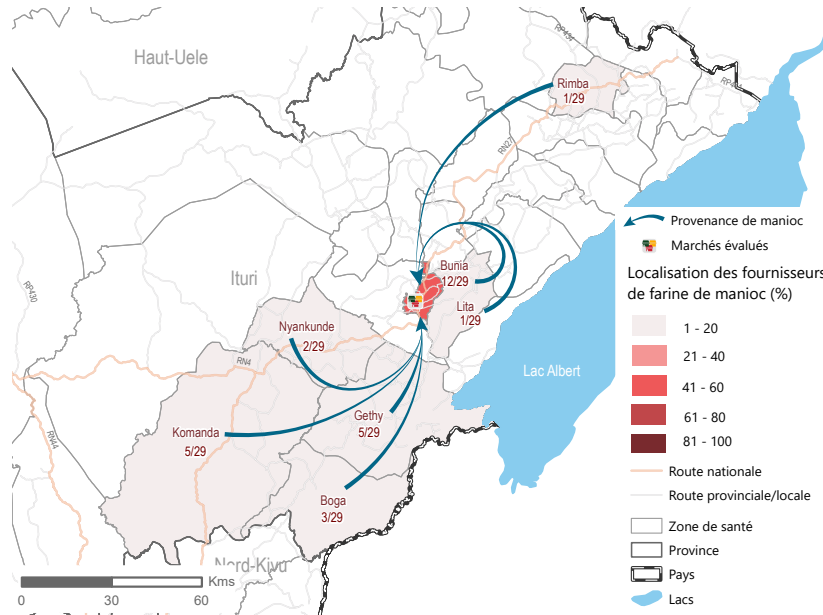
Enfin, **les ONG et agences des nations unies** ainsi que **la population** elle-même ont également été mentionnés par quelques acteurs.

Annexes

Carte 9 : Localisation (ZS) des fournisseurs de la farine de maïs vendue sur les marchés de Bunia, selon les acteurs interrogés lors des enquêtes quantitatives



Carte 10 : Localisation (ZS) des fournisseurs de la farine de manioc vendue sur les marchés de Bunia, selon les acteurs interrogés lors des enquêtes quantitatives



Carte 11 : Localisation (ZS) des fournisseurs de haricots vendus sur les marchés de Bunia, selon les acteurs interrogés lors des enquêtes quantitatives

